



HAL
open science

Développement du tourisme culturel et évolution des centres historiques : Les cas de Damas (Syrie) et de Naplouse (Cisjordanie)

Eugénie Crété

► **To cite this version:**

Eugénie Crété. Développement du tourisme culturel et évolution des centres historiques : Les cas de Damas (Syrie) et de Naplouse (Cisjordanie). 2015. hal-01872830

HAL Id: hal-01872830

<https://hal.science/hal-01872830>

Submitted on 12 Sep 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Développement du tourisme culturel et évolution des centres historiques : Les cas de Damas (Syrie) et de Naplouse (Cisjordanie)

Par Eugénie Créte

La conservation des centres villes historiques est au cœur de nombreux enjeux identitaires et idéologiques[1]. Issus de la rencontre de différentes cultures constructives, ils sont la transcription spatiale d'organisations sociales, politiques et religieuses, et font écho à des façons de vivre, d'habiter, de communiquer et d'éduquer. Les différents acteurs qui s'y réfèrent – habitants et usagers réguliers, institutions nationales et internationales, touristes – soutiennent des modalités de valorisation de ces lieux souvent incompatibles, notamment dans la valeur accordée aux différents processus sociaux qui continuent de façonner l'espace. Ainsi, alors que le tourisme culturel a pour motivation principale la découverte du patrimoine et des cultures locales, son développement est souvent jugé – dans la vision populaire comme dans les recherches universitaires sur le sujet – comme un événement étranger perturbateur voire destructeur de ces cultures locales, et ce en particulier lorsqu'il est pratiqué par des occidentaux[2]. Rendu tout puissant par les retombées économiques qu'il induit, il serait subi par des locaux relégués au statut de « réacteurs »[3]. Pourtant, la capacité d'action des nationaux ne doit pas être sous-estimée, tout comme les liens entre le développement local d'un tourisme culturel, la création par une société de son patrimoine et les changements sociaux et politiques qu'elle connaît[4].

Nous nous appuyons pour étudier ces liens sur l'évolution du paysage des centres historiques de deux villes arabes qui se sont développées selon une organisation urbaine proche : Damas (Syrie) et Naplouse (Cisjordanie)[5], et plus particulièrement sur la comparaison entre deux artères commerçantes, la rue An-Nasser à Naplouse et la rue Al-Queimarieh à Damas. Ces deux voies présentent de nombreuses similitudes : il s'agit d'axes rectilignes relativement larges qui permettent de traverser la Vieille Ville, en dehors des zones de souks, très fréquentées par les habitants comme par les usagers temporaires. Distantes de moins de 200 km, les deux villes ont été pendant plusieurs siècles sous la coupe d'une même autorité, en particulier celle de l'empire ottoman de 1516 à 1918. Elles ont développé des échanges commerciaux et culturels très importants et ont abrité des modes de vivre et d'habiter si proches que Naplouse fut surnommée « La petite Damas ». Mais, au cours du 20^{ème} siècle, les deux villes se sont développées dans des contextes politiques différents[6], ce qui a eu des conséquences fortes sur l'évolution du paysage urbain de leurs centres historiques.

Il s'agit dès lors de se demander comment le développement du tourisme nourrit les dynamiques de patrimonialisation et l'évolution des quartiers historiques en matière d'architecture, de population et d'usages. Une réflexion qui nous permettra d'envisager les utilisations politiques de ce phénomène.

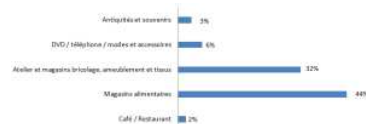
A Naplouse : un faible développement du tourisme occidental et une patrimonialisation limitée du centre historique.

Le parc immobilier de la Vieille Ville de Naplouse abrite une population pauvre et est en mauvais état. De nombreuses maisons traditionnelles servent d'entrepôts, et on ne note que très peu de signes d'une patrimonialisation du bâti. Ceci s'explique d'une part par l'importance du rôle des exilés dans la construction identitaire du peuple palestinien, d'où une prédominance des éléments immatériels ou transportables dans le patrimoine culturel, tels que les habits, broderies traditionnelles et la *dabka*, danse folklorique[7]. D'autre part, la valorisation du bâti a longtemps porté uniquement sur des éléments s'inscrivant dans le discours mythique de la Terre Sainte et a donc été perçue comme un « élément du système d'occupation »[8] : la loi sur les antiquités en vigueur ne peut s'appliquer qu'aux éléments antérieurs à 1700, ce sont sur ces éléments que les protections nationales et les financements internationaux se concentrent[9]. De plus, plusieurs ONG et l'UNESCO admettent exclure toute dimension politique – i.e. entre autres permettant de renforcer le discours nationaliste palestinien – de ses projets pour éviter les tensions avec l'état israélien[10].

Un premier mouvement de patrimonialisation institutionnelle a eu lieu suite aux accords d'Oslo, soutenu par des promesses de développement du tourisme à l'approche des célébrations du millénaire[11]. Puis, au cours des années 2000, les combats avec l'armée israélienne ont occasionné des destructions majeures au sein de la Vieille Ville, que certains jugent beaucoup plus importantes que ne l'aurait justifié la seule opération militaire[12]. Elles ont déclenché une prise de conscience de l'importance du patrimoine bâti au sein de la population, et ont révélé l'opposition entre deux discours historiques. Le premier pourrait se résumer par : « Naplouse, patrimoine de l'humanité » et insiste sur la valeur universelle de l'héritage laissé par les différentes civilisations qui ont habité les lieux. Elle s'inscrit dans la continuité de la première vague de patrimonialisation. Cependant, elle n'est plus guidée par des perspectives économiques mais par la recherche d'une protection internationale. Le deuxième discours, qui pourrait s'appeler « Naplouse, capitale de la résistance », s'appuie sur les différentes révoltes passées de ses habitants, de celles menées contre l'autorité ottomane au 17^{ème} siècle aux plus récentes. Ses partisans jugent les choix de restauration arrêtés dans les années 90 – espaces publics, grande mosquée et caravansérail ottoman rénové pour abriter un hôtel et un centre d'artisanat – trop orientés vers le tourisme. Pour eux, le patrimoine bâti est avant tout un support de la vie sociale, ce qui implique de restaurer en priorité les équipements publics et les habitations endommagées[13].

En ce qui concerne le tourisme culturel, à Naplouse, il s'agit principalement d'un tourisme de groupe qui se limite à deux lieux en périphérie de la ville. La visite du centre historique lui-même est limitée à de rares voyageurs indépendants et à quelques agences de voyage se présentant comme alternatives[14]. Selon la municipalité, ceci s'explique par le manque d'infrastructures touristiques. Mais derrière cet argument, se cache un autre problème : l'instabilité politique et l'absence de maîtrise sur les flux d'entrées et de sorties de la ville (sous contrôle de l'armée israélienne via le check-point de Huwwara) bloque les investissements[15].

La rue An-Nasser constitue l'épine dorsale du centre historique. Passage obligé des touristes, cette artère commerçante dessert plusieurs bâtiments majeurs et les différents quartiers résidentiels. La quasi-totalité de ses commerces s'adresse aux Naplousains, et plus particulièrement, aux habitants de la Vieille Ville. En conséquence, les enseignes sont anciennes et écrites en arabe. On note également peu de mise en scène des produits vendus et du cadre historique.



(<https://cerclechercheursmoyenorient.files.wordpress.com/2015/02/image1.png>)

Relevé des commerces de la rue An-Nasser à Naplouse, 2014 (Graphique issu des recherches terrain de l'auteur)



(<https://cerclechercheursmoyenorient.files.wordpress.com/2015/02/image2.png>)



(<https://cerclechercheursmoyenorient.files.wordpress.com/2015/02/image3.png>) Commerces et enseignes de la Rue An-Nasser (Naplouse, 2014)



(<https://cerclechercheursmoyenorient.files.wordpress.com/2015/02/image4> dans une maison à cour traditionnelle (Naplouse, 2014)

Crédits photo : Eugénie Crété

A Damas : une gentrification de consommation et un développement du tourisme occidental liés à la redécouverte des maisons à cour

Si à Damas dans les années 80, on note une première patrimonialisation de l'espace, le phénomène est alors restreint à une élite intellectuelle et artistique. Il ne concerne que certains éléments architecturaux (cour intérieure, iwan, fontaine, décors de pierres sculptées ou incrustées, boiseries...), figures évocatrices d'un passé commun, réel ou fantasmé, sans qu'il y ait eu de valorisation du mode de vie qui leur était associé et de conservation de leur fonction résidentielle[16]. Ce n'est que dans les années 2000 que le phénomène prend véritablement de l'ampleur, avec un regain d'intérêt pour les maisons à cour traditionnelles par les classes dirigeantes puis populaires, et l'augmentation de la fréquentation de la Vieille Ville par les habitants de la Ville Nouvelle. Si ces derniers se rendent dans le vieux centre, c'est d'abord dans le but de consommer. Aussi, ce mouvement aboutit à l'ouverture de plus d'une centaine de restaurants et hôtels.

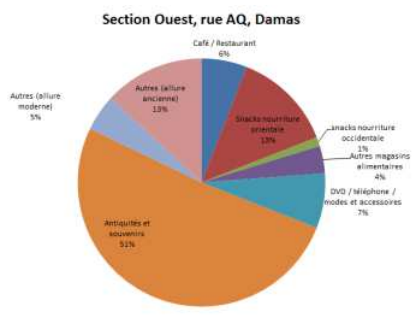
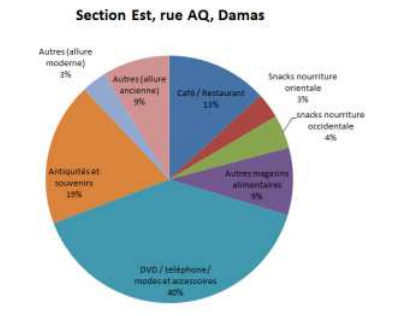
Cette nouvelle fréquentation du centre historique *intra muros* a fortement contribué à l'extension du tourisme occidental, qui ne fréquentait jusqu'à la fin des années 90, que les souks historiques et les quelques monuments à proximité. En effet, ces mêmes restaurants ouverts pour attirer les habitants de la Nouvelle Ville constituent en 2011 une attraction touristique majeure. A cela s'ajoute, la location pour quelques mois de chambres à des étudiants étrangers (particulièrement occidentaux) dans le centre historique. Ceux-ci sont à l'origine d'un tourisme pratiquant les mêmes espaces que ses hôtes, i.e. des quartiers traditionnellement peu fréquentés par des personnes n'y habitant pas.

Cette extension du tourisme occidental influe sur l'évolution sociale des quartiers historiques. D'une part, parce que cette fréquentation touristique ainsi que celles induites via les emplois créés dans les zones traditionnellement résidentielles ont pu avoir un rôle catalyseur dans le départ de familles pour lesquelles le caractère semi-privé de ces espaces publics était important [17]. D'autre part, parce que l'augmentation du foncier pouvait aussi être reliée aux nouveaux potentiels touristiques des maisons traditionnelles[18]. Enfin, parce que les touristes possédaient un pouvoir d'achat suffisant pour influencer sur le développement commercial du quartier, et notamment la disparition de commerces de proximité. Les touristes et expatriés occidentaux constituaient une part importante de la clientèle des bars, établissements peu nombreux mais qui participaient à la création d'une vie nocturne dans les espaces publics. Ils constituaient aussi un soutien indirect aux nouveaux usages au sein de la Vieille Ville, car la présence d'étudiants occidentaux a joué un rôle dans la réappropriation de l'espace par certains étudiants syriens : comme prescripteurs de patrimoine, comme marqueurs d'espaces de divertissement, voire comme figures évocatrices d'un occident parfois fantasmé[19].

Parmi les nombreux chantiers menés depuis le début des années 1980, on ne note que quelques exemples de réhabilitations résidentielles correspondant à une occupation « ostentatoire »[20] : rares intellectuels ayant déménagé dans la Vieille Ville pour habiter dans une maison traditionnelle, riches Damascènes ayant acquis une maison par prestige et en tant que résidence secondaire[21]. Aussi, malgré les changements notés plus haut, aucune gentrification résidentielle ne s'est réellement amorcée. Ceci peut entre autres s'expliquer par l'absence de soutien des pouvoirs publics[22] et en particulier la réglementation des loyers qui avait cours jusqu'en 2004, le statut foncier précaire de nombreuses parcelles, l'absence de développement d'équipements publics en soutien à la venue de classes moyennes ou supérieures, ou encore la mauvaise qualité des réseaux et les difficultés d'usage de la voiture dans la Vieille Ville[23].

L'évolution du paysage de la rue Al-Qaimarieh, devenu un axe touristique et commercial important, reflète ces changements de fréquentation. L'étude d'archives photographiques montre que dans les années 80, le lieu ressemblait à la rue An-Nasser, à Naplouse. Or, à la veille de la guerre que connaît actuellement la Syrie, on notait dans cette rue du centre historique de Damas une explosion du nombre de magasins – dans la section ouest de la rue proche de la Mosquée des Ommeyyades, haut lieu touristique –, d'accessoires de modes et de téléphonie – dans la section est, proche du quartier chrétien, foyer du réinvestissement de la Vieille Ville –, et de cafés et snacks, qui ouvraient encore à un rythme élevé en 2011.

Ces commerces ont un impact visuel fort sur le paysage urbain. En effet, leurs étalages occupent une part importante de l'espace public, leurs enseignes sont de taille imposante et de couleur vive, et certains magasins ont même recours à un éclairage coloré spécifique. Les restaurants et hôtels situés dans des bâtiments aux façades traditionnellement sobres et très peu ouvertes sur l'espace public, utilisent eux aussi différents marqueurs extérieurs : éclairages spécifiques, parements en pierre ou peintures aux teintes légèrement différentes des enduits traditionnels.

 <p>Section Ouest, rue AQ, Damas</p> <ul style="list-style-type: none"> Autres (allure moderne) 5% Autres (allure ancienne) 13% Café / Restaurant 6% Snacks nourriture orientale 17% Snacks nourriture occidentale 3% Autres magasins alimentaires 4% DVD / téléphone / modes et accessoires 7% Antiquités et souvenirs 51% <p>(https://cerclechercheursmoyenorient.files.wordpress.com/2015/02/image5.png)</p>	 <p>Section Est, rue AQ, Damas</p> <ul style="list-style-type: none"> Autres (allure moderne) 3% Autres (allure ancienne) 9% Café / Restaurant 11% Snacks nourriture orientale 3% Snacks nourriture occidentale 4% Autres magasins alimentaires 5% DVD / téléphone / modes et accessoires 40% Antiquités et souvenirs 13% <p>(https://cerclechercheursmoyenorient.files.wordpress.com/2015/02/image6.png)</p>
Section Ouest	Section Est
Relevé des commerces de la rue Al-Qeimarieh à Damas, 2011 (Graphe issu des recherches terrains de l'auteur)	

 <p>(https://cerclechercheursmoyenorient.files.wordpress.com/2015/02/image7.jpeg)</p>	 <p>(https://cerclechercheursmoyenorient.files.wordpress.com/2015/02/image8.png)</p>
Commerce de la rue Al-Qeimarieh, 2011	Entrée du restaurant Bab Al Hara, 2011
Crédits photo : Eugénie Crété	

 <p>(https://cerclechercheursmoyenorient.files.wordpress.com/2015/02/image9.jpeg)</p>	 <p>(https://cerclechercheursmoyenorient.files.wordpress.com/2015/02/image10.jpeg)</p>
Snack de la rue Al-Qeimarieh, 2011	Magasin d'accessoires de mode, 2011
Crédits photo : http://www.damascusoldcity.com (http://www.damascusoldcity.com)	

L'étude des paysages urbains des centres historiques de Naplouse et Damas montre l'impact visuel fort des dynamiques de patrimonialisation, de gentrification commerciale et de développement du tourisme culturel. Cette évolution du paysage n'est pas seulement le résultat d'initiatives commerciales privées, et nous allons voir différents exemples d'utilisations des liens entre ces dynamiques par les pouvoirs publics, des institutions nationales et internationales et la société civile pour essayer de créer un centre historique conforme à leurs aspirations.

Le développement d'un tourisme culturel comme soutien à un discours patrimonial et outil d'intervention sur le paysage urbain historique

La valorisation touristique d'un lieu permet la mise en avant d'une représentation sélectionnée de l'espace, via une patrimonialisation par désignation des éléments historiques et architecturaux la soutenant et une exclusion de ceux discordants[24]. Les cartes et dépliants distribués, les circuits touristiques promus, les panneaux accrochés dans l'espace public permettent de désigner les lieux dignes d'intérêt, les mettre en scène et officialiser un nom d'usage, nom qui renvoie à un passé et à une mémoire spécifiques du lieu.

Par exemple, l'Autorité Palestinienne soutient la représentation de Naplouse comme « patrimoine de l'humanité » : c'est ce discours qui est relayé par les films de présentation de la ville et par les cartes touristiques distribuées, celui qui est inscrit dans l'espace public avec la mise en place de pancartes en arabe et anglais en façade de plusieurs lieux qui s'inscrivent dans cette représentation. L'histoire post-ottomane de la ville est très peu mise en valeur, ainsi que tout ce qui pourrait nourrir une représentation de Naplouse comme « capitale de la résistance », tels que les bâtiments et vestiges antiques détruits lors des combats avec l'armée israélienne pendant la seconde intifada. De même, les échanges culturels et commerciaux passés avec Damas, bien que valorisés dans les discours des habitants et les supports de communication de certains commerces, ne sont pas mentionnés dans les documents touristiques, ce qui peut être attribué à l'auto-censure d'une première étape vers la dénonciation de la fermeture des frontières. La sélection patrimoniale réalisée par l'autorité locale doit parfois s'accorder avec celle soutenue par les financeurs, en

particulier en Cisjordanie où l'accès aux aides internationales constitue un enjeu majeur des projets de restauration. Or, ceux-ci considèrent souvent la préservation du patrimoine comme participant au développement local – et donc méritant d'être financée – que si elle est liée à un développement touristique présenté comme apolitique. Ceci contribue à ce que seuls les projets s'inscrivant dans le mythe de « Naplouse, patrimoine de l'humanité » aient accès à ses financements[25].

En ce qui concerne Damas, le discours mythique mis en avant dans les documents touristiques est celui de « Damas, plus vieille ville continuellement habitée » et de Damas, capitale arabe. Une première exclusion du discours patrimonial officiel concerne les quartiers historiques *extra muros* de la vieille ville, qui ont subi des destructions massives lors des différentes opérations d'aménagement urbain, et ce jusqu'en 2006[26]. En particulier, le quartier de Sarouja, qui fut du XIV^{ème} au XIX^{ème} siècle une zone résidentielle aristocratique, a vu son patrimoine bâti mis à mal avec le percement de l'avenue de la Révolution. Il n'en était pas moins très apprécié des touristes, et c'est d'ailleurs grâce à l'appui du ministère du tourisme, mobilisé par l'association des « Amis du Vieux Damas », que sa protection a été obtenue en 2003[27]. Les limites de cette exclusion commençaient donc à évoluer au cours des années 2000. Une deuxième exclusion concerne le patrimoine juif de la ville. Les synagogues historiques[28] n'apparaissent sur aucun plan touristique, y compris sur celui associé au circuit « spirituel » mis en place par le MAM[29]. La communauté juive de Damas comptait certaines familles très puissantes, qui possédaient de majestueuses maisons dans la Vieille Ville : plusieurs sont présentées dans les plans touristiques du MAM, sans aucune mention de leur passé juif. Dans certains cas, les éléments architecturaux qui s'y référaient ont été retirés ou cachés[30]. Par ailleurs, le quartier de Jobar, qui se situe 2 km au Nord-Est des murs de la Vieille ville, a abrité une communauté juive importante au 15^{ème} siècle et une synagogue, décrite comme bâtiment historique et religieux majeur uniquement après que sa destruction a été instrumentalisée par le gouvernement syrien et les membres de l'opposition, en 2013 puis 2014.

Le tourisme est ainsi utilisé par différentes institutions nationales et internationales pour entériner un discours mythique. Or le choix d'un discours de référence influe les modalités de restauration du lieu, comme l'illustrent les deux exemples suivants. Le premier concerne les espaces publics de la Vieille Ville de Naplouse : les images d'hommage aux martyrs et peintures murales constituent des éléments majeurs de la patrimonialisation de la résistance, mais avaient été retirées autoritairement car jugées incompatibles avec la mise en valeur architecturale et touristique de ces espaces, en 1999. Le deuxième concerne les débats suscités par les travaux de restauration de la grande mosquée de Naplouse, dirigés par un architecte palestinien formé aux conventions internationales. Des tensions sont apparues lorsque les objets offerts par les pratiquants, qui s'étaient accumulés dans la mosquée, ont été retirés au nom d'une mise en valeur architecturale de l'espace. Ceux-ci y ont vu la destruction de pratiques culturelles locales. Par ailleurs, des désaccords importants ont eu lieu entre l'architecte en charge des travaux et le comité religieux lorsque des éléments issus du passé chrétien du bâtiment ont été mis à jour : la grande mosquée est-elle avant tout un bâtiment historique ou un lieu religieux ?[31]

Au-delà des éléments architecturaux à mettre en valeur, différents acteurs cherchent à sélectionner les commerces en fonction de la représentation des espaces publics souhaitée, comme le montrent les débats autour des autorisations d'ouvertures accordées au sein de la rue Al-Qeimarieh à Damas. Dans les circuits touristiques mis en place par le MAM en 2009, la rue est présentée comme un passage obligé pour qui veut découvrir l'artisanat traditionnel, avec une forte mise en valeur des rares ateliers qui subsistent. L'ouverture des nombreux commerces modernes, restaurants et snacks y est passée sous silence. Cette mise en scène a pour but explicite de faciliter un investissement de l'espace par les touristes occidentaux, clients potentiels des ateliers d'artisanat que le groupe à l'origine des circuits cherche à maintenir – voire à introduire – dans la rue. Leur position s'inscrit en continuité de la première patrimonialisation qu'a connue la Vieille Ville, traduisant le désir des élites intellectuelles syriennes à la recherche d'une « authenticité » incarnée dans ce cas par l'artisanat traditionnel[32]. Cette représentation du quartier s'oppose partiellement à celle d'un espace de divertissement soutenue par le Maktab Anbar, qui délivre les autorisations d'ouverture de restaurants et snacks, au nom d'une conservation de la Vieille Ville grâce à la réappropriation populaire et au développement du tourisme qui en découle[34].

Quelles utilisations politiques du tourisme ?

Le tourisme est bien souvent mesuré uniquement à l'aune de ses retombées économiques, alors que son importance est aussi politique, et qu'il est parfois utilisé par le gouvernement ou la société civile pour affermir leur pouvoir.

Comme expliqué précédemment, le tourisme occidental a eu un rôle important dans la mutation des commerces et de la fréquentation des espaces publics de la Vieille Ville de Damas. Or le développement des nouveaux usages est vu par certains membres de l'élite intellectuelle et artistique syrienne, qui avait dans un premier temps réinvesti seule les maisons traditionnelles, comme une reconquête de ce territoire par la classe dirigeante, après qu'elle ait fortement dévalorisé les centres historiques au cours des années 70 et 80 en les associant à un mode de vie conservateur et rétrograde[35]. Cette reconquête peut être interprétée comme un moyen de contrôler la patrimonialisation du centre historique, des mythes et des valeurs qui lui étaient associés, et de s'assurer d'une dépolitisation des éléments patrimonialisés en les isolant du patrimoine immatériel qui leur était associé, au point selon certains d'aboutir à leur destruction[36]. Cette reconquête a pu aussi permettre d'éviter un renforcement de la cohésion d'une élite par la création d'espaces de réflexion ou de sociabilisation dont elle aurait eu l'exclusivité[37]. Par ailleurs, les autorisations d'ouvertures des restaurants et hôtels, soumises à des régulations spécifiques au nom de la protection du quartier, ont été selon certains distribuées comme récompense et outil de contrôle des affiliés au régime[38] – ce qui est d'autant plus efficace qu'il y a une dynamique économique attractive dans ces espaces.

Le développement du tourisme est généralement accompagné de politiques publiques de soutien à une gentrification résidentielle[39], ce qui n'était pas le cas à Damas. Plusieurs raisons d'ordre politique peuvent l'expliquer. D'une part, une gentrification ne peut s'amorcer sans régularisation du foncier, et un maintien des habitants dans l'illégalité est un moyen de mieux les contrôler[40]. D'autre part, une gentrification peut participer au rétablissement du quartier comme unité de vie sociale et échelon politique fort, et au développement d'associations locales[41]. Or, les travaux de Matthieu Rey montrent l'importance de l'échelle du quartier dans le développement de la révolution syrienne, et en particulier des associations qui avaient pu voir le jour dans les années 2000 dans l'organisation et la promotion de la contestation [42]. Dans ce contexte, l'ouverture d'hôtels et la location de chambres à des étudiants occidentaux[43] ont pu être identifiées par les pouvoirs publics comme un moyen de conserver et de rentabiliser les maisons de la Vieille Ville sans s'appuyer sur une dynamique de gentrification résidentielle.

En s'éloignant momentanément du cas particulier de l'évolution des centres historiques, on peut souligner plusieurs enjeux politiques liés au développement du tourisme, dont certains particulièrement mis en évidence avec le début de la révolution syrienne. Tout d'abord, le développement du tourisme occidental était perçu par certains damascènes comme un signe du succès économique et diplomatique du régime syrien, d'ouverture et de modernité[44]. Par ailleurs, le tourisme nécessitant une stabilité politique – stabilité fortement mise en avant par Bachar Al Assad pour son maintien au pouvoir –, développer ce secteur l'aide à obtenir le soutien des personnes qui y ont investi. Après le début de la révolution syrienne, le gouvernement a continué à encourager ces investissements, comme signe de sa stabilité et des relativement bonnes conditions de sécurité maintenues, par l'organisation de salons thématiques et le soutien entre autres financier à la création d'infrastructures touristiques[45]. Enfin, la logique de divertissement associée au tourisme a aidé le gouvernement syrien à minimiser un conflit longtemps nié. Le tourisme intérieur a même été récemment utilisé pour mettre en avant la reconquête de territoires[46].

Pour le gouvernement palestinien, le développement du tourisme – « moyen de mesurer [le] progrès et la modernisation » d'un pays[47] – permet de montrer qu'il arrive à une gestion correcte du territoire, à instaurer une attractivité et les conditions de sécurité nécessaires. A Naplouse, le développement du tourisme est vu par certains comme un moyen de résister aux tentatives de l'occupant de restreindre leur vie sociale[48]. Pour des raisons entre autres politiques et afin d'attirer les touristes éventuels, il s'agit donc de casser l'image de Naplouse comme un lieu de guerre et de crise[49], et on note peu – relativement au reste de la Cisjordanie[50] – de messages de dénonciation de l'occupation à destination de ces visiteurs.

Enfin, en Cisjordanie, des associations regroupant des architectes et ingénieurs issus de l'« élite palestinienne mondialisée »[51] se sont structurées en organisations non-gouvernementales, qui se sont emparées des sujets de sensibilisation et de restauration du patrimoine, en particulier du patrimoine bâti post-1700[52]. Pour accéder à certains financements internationaux, ces associations mettent en avant l'impact positif de leurs projets sur le développement du tourisme culturel occidental. Ceci leur permet de réaliser certaines actions à visée éducative et de protection du patrimoine, faisant ainsi glisser hors de l'emprise de l'Autorité Palestinienne certains domaines qui relèveraient de sa compétence. Ceci est en particulier perçu par le Ministère du Tourisme et des Antiquités comme une privatisation non-régulée, mais est défendu par les associations comme une contribution à la création d'une société civile puissante et organisée[53].

Conclusion

Comme Mercédès Volait en a fait l'hypothèse[54], notre étude montre que les patrimonialisations qui soutiennent le développement d'un tourisme culturel résultent de la combinaison de plusieurs facteurs, parmi lesquels de nouvelles exigences des sociétés en matière de cadre de vie et de rapport à la mémoire, la possibilité pour certaines catégories sociales de se recréer une identité commune et de partager des espaces de sociabilité distinctifs, la mise en place d'une stratégie de communication internationale des États, ainsi que la diffusion d'une tendance croissante à patrimonialiser en Occident.

Par ailleurs, notre étude illustre la nécessité de se détacher d'une « théorie de l'impact » [55] d'un tourisme subi par des locaux passifs ou impuissants, au mieux créatifs dans la façon de s'y adapter, pour analyser cet objet. Les différents exemples présentés montrent en effet la façon dont différents acteurs internationaux, étatiques ou issus de la société civile utilisent le développement du tourisme culturel occidental pour entériner un discours patrimonial, justifier certaines modalités de restauration, soutenir des commerces s'inscrivant dans la représentation de l'espace souhaitée, et influencer ainsi sur l'architecture, la catégorie sociale des habitants et les usages au sein des centres historiques. Ces utilisations, ainsi que celles permettant plus directement un affermissement du pouvoir de ces différents acteurs, mettent en évidence la forte dimension politique du tourisme, que sa promotion comme facteur de développement et une réduction à ses seuls aspects économiques a tendance à éclipser.

La restriction de mon étude au tourisme culturel occidental ne doit pas faire perdre de vue que d'autres types de tourisme sont aussi présents dans ces espaces, en particulier tourisme iranien et tourisme arabe, avec des modalités d'utilisation des espaces et des conséquences sur l'évolution des paysages différentes. En particulier, à Naplouse, le tourisme dit « de 48 » des arabes israéliens, très important le samedi, est en forte augmentation depuis 2009 suite à l'assouplissement des conditions de passage du check-point de Huwwara, à l'entrée de la ville. Par ailleurs, on constate un nombre croissant d'étudiants occidentaux séjournant à Naplouse pour quelques mois, population qui avait eu un rôle non-négligeable dans la réappropriation de la Vieille Ville de Damas par les étudiants syriens. Ces dynamiques vont-elles enclencher les mêmes phénomènes à Naplouse ? Va-t-on assister à une patrimonialisation et une gentrification de consommation au sein de sa Vieille Ville ? L'ouverture récente et le succès de cafés qui utilisent de nombreux marqueurs à destination des étrangers, avec mise en valeur de leur cadre historique, peuvent le laisser penser.

Pour ce qui est de la Syrie, durant la phase de création patrimoniale intense qui participera certainement de la reconstruction identitaire de la société [56], quels seront les discours soutenus par les différents acteurs, en particulier par les organismes de financement ? L'accès à ces fonds, dont on a vu grâce à plusieurs exemples naplousains qu'il avait une influence sur les modalités de restauration, va certainement y devenir un enjeu majeur. Enfin, on peut s'interroger sur la façon dont le tourisme sera utilisé, et en particulier si, à la manière de ce qui se voit dans la société palestinienne, il sera employé par le milieu associatif local en soutien à un développement et à une autonomisation de la société civile tout en conservant une apparence dépolitisée qui facilite l'accès à des financements.

Notes

- [1] Françoise Choay, *L'allégorie du patrimoine*, Editions du Seuil, Paris, 1992, p.9 et Maria Gravari-Barbas et Sylvie Guichard-Anguis (dir.), *Regards croisés sur le patrimoine à l'aube du XXI^{ème} siècle*, Presses Universitaires de la Sorbonne, Paris, 2003, p.310.
- [2] Anne Doquet, « La force de l'impact », *EspacesTemps.net*, Textuel, Février 2010.
- [3] Expression de Jean Michaux, cité par A.Doquet, *art.cit.*.
- [4] Guy Di Meo, *Processus de patrimonialisation et construction des territoires*, p.10, http://www.ades.cnrs.fr/IMG/pdf/GDM_PP_et_CT_Poitiers.pdf (http://www.ades.cnrs.fr/IMG/pdf/GDM_PP_et_CT_Poitiers.pdf).
- [5] Les recherches dont est issu ce travail se sont appuyées sur plusieurs campagnes d'observation et d'entretiens, qui se sont déroulées en deux temps : une première période à Damas au premier semestre 2011, et une deuxième période à Naplouse au premier semestre 2014.
- [6] Les évolutions du centre historique de Damas suite au développement de la révolution syrienne ne sont pas étudiées dans ce document.
- [7] Nazmi Al Ju'beh, « Architecture as a source for historical documentation: the use of Palestine's built heritage as a research tool », *Jerusalem Quarterly*, n°36, 2009, p.50.
- [8] Hamdan Taha, « A decade of archaeology in Palestine », in *Tutela, Conservazione, Valorizzazione del Patrimonio Culturale della Palestina*, Fabio MANISCALO (dir.), Mediterraneo, Volume 5, Massa Editore, Naples, 2005, p.65.
- [9] Chiara de Cesari, *Cultural Heritage beyond the « State » : Palestinian Heritage between nationalism and transnationalism*, PhD in Philosophy, Stanford University, 2008, p.168.
- [10] Feras Hammami, *Conservation Under Occupation: Conflictual Powers and Cultural Heritage Meanings*, *Planning Theory & Practice*, 2012, p.14-18.
- [11] C. di Cesari, *op.cit.*, p135
- [12] Amnesty International, *Shielded from scrutiny, IDF violations in Jenin and Nablus*, Novembre 2002, p.7. On pense entre autres aux savonneries Kanaan et Al-Nabulsi, détruites par les forces armées israéliennes alors qu'elles se retiraient de la Vieille Ville en avril 2002.
- [13] F. Hammami, *art.cit.*, p.17-18.
- [14] Agence Diwan par exemple.
- [15] Entretien avec Rania Taha, Service de la Vieille Ville de Naplouse, avril 2014.
- [16] Heghnar Watenpaugh, 2007, « Knowledge, Heritage, Representation : The commercialization of the courtyard house in Aleppo », in Gérard Khoury et Nadine Méouchy (dir.), 2007, *États et sociétés de l'Orient arabe en quête d'avenir, 1945-2005*, Edition Geuthner, Paris, Tome II : Dynamiques et enjeux, p.217.
- [17] Pauline Bosredon, La patrimonialisation de la Vieille ville d'Alep entre stratégies de développement local et pratiques ordinaires, in Jean Claude David et Thierry Boissière (dir.), *Alep et ses territoires*, Presses de l'IFPO, 2014, pp.419-444.
- [18] Entretien avec Sarab Atassi, IFPO, avril 2011 ; avec Hikmat Chatta, architecte, avril 2011 ; S.Tarraf, *art.cit.* ; Faedah Totah, *Preserving the old city of Damascus*, Syracuse University Press, 2014., p.196.
- [19] Entretiens menés auprès d'étudiants syriens en avril 2011.
- [20] Alain Bourdin, *Le patrimoine réinventé*, PUF, Paris, 1984, p.124.
- [21] Entretien avec Hikmat Chatta, architecte, avril 2011 et F. Totah, *op.cit.*, pp.146-149.
- [22] Neil Smith, 2003, « La gentrification généralisée : d'une anomalie locale à la « régénération » urbaine comme stratégie urbaine globale », in Catherine Bidou-Zachariasen (dir.), 2003, *Retours en ville – des processus de « gentrification » urbaine aux politiques de « revitalisation » des centres*, Paris, Descartes et cie, pp.45-72.
- [23] F. Totah, *op.cit.*, p5 et p133 ; Samar Tarraf, 2008, <http://arij.net/en/expropriation-decisions-have-been-detrimental-economic-growth-and-have-impooverished-families-half> (<http://arij.net/en/expropriation-decisions-have-been-detrimental-economic-growth-and-have-impooverished-families-half>) ; Scott Wilson, « In Damascus, the ancient is now the chic », *Washington Post Foreign Service*, September 26, 2004.
- [24] G. di Meo, *art.cit.*
- [25] C. de Cesari, *op.cit.*, p.150 et p.171 et F. Hammami, *art.cit.*, p.8.
- [26] Destruction du souk Al Attiq en novembre 2006. Par ailleurs, le projet d'élargissement de la rue du Roi Fayçal était encore d'actualité en 2011.
- [27] Z. Fournier, *art.cit.*, p.30.
- [28] On en dénombre au moins neuf au sein de la Vieille Ville intra muros, dont certaines remontent au 16^{ème} siècle.
- [29] Municipal Administration Modernisation, programme mis en place en 2007 par l'Union Européenne et l'administration locale.

- [30] En particulier dans le Dahdah Palace, http://www.farhi.org/Documents/Farhi_Houses.htm (http://www.farhi.org/Documents/Farhi_Houses.htm)
- [31] Feras Hammami, *Heritage in Authority-Making: Appropriating Interventions in Three Socio-Political Contexts*, PhD thesis, Department of Urban Planning and Environment, Royal Institute of Technology (KTH), Stockholm, Sweden, 2012, p.55-56.
- [32] Entretien avec Dr Abir Arkawi, responsable de la mise en place des circuits touristiques pour le MAM, avril 2011. Au sujet de la notion d'« authenticité » : Saskia Cousin. *Destination authentique*. Cahiers du musée des Confluences, 2011, 8, pp.59-66.
- [33] Institution responsable de la gestion de la Vieille Ville.
- [34] Entretien avec Naim Zabita, chef de projet MAM du Maktab Anbar, mars 2011.
- [35] F.Total, *op.cit.*, p.52 et Thierry Boissière et Jean-Claude David, « Guerre contre l'État, guerre contre la ville : Alep, otage des combats en Syrie », in Magazine *Moyen-Orient* n° 24, octobre-novembre 2014.
- [36] On pense par exemple à l'architecture, aux usages et à l'organisation des espaces, ainsi qu'aux conteurs populaires traditionnels. C. Salamandra, *op.cit.*, pp.153-157 et F.Total, *op.cit.*, pp.22-24, pp.170-175.
- [37] Christa Salamandra, *A new old Damascus: Authenticity and distinction in urban Syria*, Bloomington and Indianapolis: Indiana University Press, 2004, p.89 et pp.153-157.
- [38] Yannick Sudermann, « Contested Heritage? Gentrification and authoritarian resilience in Damascus », in Balsam Ahmad and Y. Sudermann, « Syria's contrasting neighborhoods: gentrification and informal settlements juxtaposed », *St Andrews papers on contemporary Syria*, 2012, pp.29-60.
- [39] N.Smith, *art.cit.*
- [40] Fabrice Balanche. « L'habitat illégal dans l'agglomération de Damas et les carences de l'Etat ». *Revue de Géographie de l'Est*, 2009, 49 (4), pp.10-11.
- [41] Catherine Bidou-Zachariassen et Jean-François Poltorak, « Le « travail » de gentrification : les transformations sociologiques d'un quartier parisien populaire », *Espaces et sociétés*, 2008/1-2, n° 132, p.115.
- [42] Matthieu Rey, *La révolte des quartiers : territorialisation plutôt que professionnalisation*, in François Burgat et Bruno Paoli (di.), *Pas de printemps pour la Syrie*, La découverte, Paris, 2013, pp.84-91.
- [43] En particulier, la courte durée de séjours des étudiants favorisait une hausse importante des loyers qui leur étaient demandés, bien supérieurs à ceux demandés aux nationaux.
- [44] Entretien avec Tony Mezannar, propriétaire d'hôtels, avril 2011 ; avec Ammar Shawesh, étudiant, septembre 2014 ; F.Total, *op.cit.*, p.193.
- [45] <http://www.reuters.com/article/2014/04/25/us-syria-crisis-tourism-idUSBREA3O1Y20140425> (<http://www.reuters.com/article/2014/04/25/us-syria-crisis-tourism-idUSBREA3O1Y20140425>), <http://www.newrepublic.com/article/117929/syria-launches-tourism-campaign-despite-civil-war> (<http://www.newrepublic.com/article/117929/syria-launches-tourism-campaign-despite-civil-war>), <http://www.sana.sy/fr/?p=7517> (<http://www.sana.sy/fr/?p=7517>)
- [46] Tours organisés à Maaloula et au Crac des Chevaliers, <http://www.sana.sy/fr/?p=9218> (<http://www.sana.sy/fr/?p=9218>) et http://www.huffingtonpost.com/2014/05/05/syria-tourism-homs_n_5268641.html (http://www.huffingtonpost.com/2014/05/05/syria-tourism-homs_n_5268641.html)
- [47] Site du ministère du tourisme palestinien : <http://www.mota.ps> (<http://www.mota.ps>)
- [48] A fabulous Nablus, <http://www.nablusguide.com> (<http://www.nablusguide.com>)
- [49] Représentation plus utilisée par le Hamas, qui bénéficie d'un large soutien local alors que, suite au boycott des élections de 2012 par ce parti, le maire actuel est ancien membre du Fatah.
- [50] On pense par exemple aux prospectus distribués à Hébron, aux panneaux dénonçant l'annexion de terre et la colonisation sur la place de la Nativité à Bethlehem et au « tourisme du mur » qui s'y développe.
- [51] Selon l'expression de Sari Hanafi et Linda Tabar, *The emergence of a palestinian globalized elite*, Institute of Jerusalem Studies & Muwatin, The Palestinian Institute for the Study of Democracy, 2005, 406p.
- [52] C. de Cesari, *op.cit.*, p.140.
- [53] C. de Cesari, *op.cit.*, p.175.
- [54] Mercédès Volait, « Colonisation, mondialisation et patrimonialisation de l'espace bâti dans les villes du monde arabe », in Ziad Akl et Michael F.Davie (dir.), *Questions sur le patrimoine architectural et urbain au Liban*, ALBA / URBAMA, 1999, pp.29-50.
- [55] A. Doquet, *art.cit.*
- [56] G. di Meo, *art.cit.*